L'ANNÉE 1947

sous la direction de

Serge Berstein
Pierre Milza

PRESSES DE SCIENCES PO

Extrait de la publication

Sous la direction de
Serge Berstein et Pierre Milza

L'année 1947

1999

SciencesPo.
Les Presses

Présentation

L'année 1947 représente, dans l'histoire française, un moment privilégié permettant d'observer l'intersection de deux mouvements évolutifs. Les blocages économiques, la rupture des alliances de guerre, les craquements dans l'empire colonial annoncent la fin d'un monde, celui de la Troisième République ; tandis que les nationalisations, la planification indicative, le primat des ingénieurs annoncent apparemment un renouveau et une modernisation de la France. Mais ceux-ci se situent dans le contexte de la guerre froide qui aiguise la volonté de la France de maintenir une identité nationale menacée par un affrontement qui la dépasse. Un indispensable de l'histoire de la France du XXe siècle.

Extrait de la publication

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.
ISBN PDF WEB : 9782724680973
ISBN papier : 9782724607864
Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site Presses de Sciences Po, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du CNL Centre national du livre
www.centrenationaldulivre.fr

SciencesPo. Les Presses

Extrait de la publication

Table

Introduction (René Rémond)

PREMIÈRE PARTIE : IMPÉRATIF DE RECONSTRUCTION ET VOLONTÉ DE MODERNISATION

Chapitre 1. La reconstruction matérielle : crise, infléchissement ou ajustement ? (Michel Margairaz)

La définition initiale d'objectifs ambitieux

L'insuffisance des moyens institutionnels, matériels et financiers

L'été et l'automne : crise, remise en cause ou ajustement ?

Relecture de l'année 1947 : le temps court et le temps long

Chapitre 2. Le plan Marshall dans la modernisation de la France (Gérard Bossuat)

Comment se pose la question de la modernisation ?

Le financement public de la modernisation

Les années heureuses, 1948-1950

L'aide spéciale pour les TOM, une aide aux entreprises privées ?

La modernisation par l'aide directe

Chapitre 3. Théoriciens et praticiens de l'économie : un changement de paradigme (Olivier Dard)

La bataille des doctrines : libéralisme, keynésianisme, marxisme

La querelle des politiques économiques : néo-libéralisme ou économie dirigée

Le champ de l'épistémologie : la théorie économique en question

Les outils et les chargés d'enseignement : les finances et l'ENA contre les facultés

Chapitre 4. Une année charnière pour la reconstruction des villes ? (Danièle Voldman)

Chapitre 5. Le crédit national dans l'évolution des circuits de financement (Patrice Baubeau)

Extrait de la publication

Le repositionnement du Crédit national : une gestion dynamique des contraintes

Comment devenir indispensable ?

Une nouvelle économie mixte

DEUXIÈME PARTIE : LA FRANCE DANS LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

Chapitre 6. Aide étrangère et politique économique (Emmanuel Chadeau)

Le point de vue américain

Le commerce international et le relèvement

Retour sur la question allemande

Le Plan entre court terme et long terme

Chapitre 7. L'entrée de la France en guerre froide (Pierre Grosser)

Comment expliquer la lenteur de ce processus ?

Chapitre 8. L'empire colonial dans les débats parlementaires (Marc Michel)

Des acteurs politiques spécifiques

Des débats coloniaux ambigus

Une assemblée laissée pour compte : l'assemblée de l'Union française

Chapitre 9. Le début de l'engrenage indochinois (Jacques Dalloz)

Vers la guerre longue

L'amorce de la solution « Bao Daï »

Les implications internationales

Chapitre 10. La défense de la France (Maurice Vaïsse)

Chapitre 11. La marine, un concentré des contradictions nationales (Philippe Vial)

Reconstruire : effacer les ruines et les divisions

Moderniser : bâtir un nouvel outil
La marine et le nouveau monde

TROISIÈME PARTIE : L'AN I DE LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Chapitre 12. Les nouvelles institutions (Jean-Pierre Dubois)
Dès l'automne 1946, le ver était dans le fruit
Installé dans le fruit, le ver l'a rongé dès 1947

Chapitre 13. Le vote du statut de l'Algérie (Odile RUDELLE)
21 août 1947 : éclatement de la majorité tripartite
Des témoins devant l'Histoire
Le général de Gaulle
René Capitant

Chapitre 14. La création du Rassemblement du peuple français (Bernard Lachaise)
Une menace immédiate pour la Quatrième République
Une menace qui s'amplifie puis s'éloigne

Chapitre 15. L'éviction des ministres communistes (Philippe Buton)
Le malaise ouvrier
Interrogations historiographiques
Continuités…
… et ruptures
Histoire et mémoire

Chapitre 16. Communisme français et communisme international (Marc Lazar)

Chapitre 17. Le maintien de l'ordre public lors des grèves de 1947 (Éric Kocher-Marbœuf)
Les forces de l'ordre opérant lors des troubles de 1947
Les conditions d'emploi des forces de l'ordre en 1947
Les principales opérations et leurs enseignements

Extrait de la publication

Chapitre 18. Le pouvoir face aux grèves « insurrectionnelles » de novembre et de décembre (Éric Méchoulan)

QUATRIÈME PARTIE : CULTURES ET SOCIÉTÉ D'APRÈS-GUERRE

Chapitre 19. L'année 1947 dans les combats culturels de la guerre froide (Pierre Milza)

Le rapport de forces entre les deux camps

Vecteurs et thèmes de l'affrontement culturel

Chapitre 20. La radiodiffusion française durant l'année 1947 la fin des espérances (Hélène Eck)

Chapitre 21. L'art de la reconstruction (Laurence Bertrand Dorléac)

Le monde de l'art

Le parti du réalisme

Les désenchantés

Le Musée retrouvé

Chapitre 22. La politique de l'immigration entre main-d'œuvre et population (Vincent Viet)

La singularité française

Les structures au travail

Chapitre 23. L'après-guerre des femmes 1947, un tournant ? (Éric Alary et Dominique Veillon)

Libération et illusions

L'espoir né du discours de la Résistance

Une égalité civique en avance sur les mœurs ?

Tout change et rien ne change

Les difficultés d'être une femme politique

L'aveu d'échec d'une « femme nouvelle » ?

Le tournant vers une longue indifférence

Sources et bibliographie (Serge Berstein et Pierre Milza)

Extrait de la publication

Conclusion (Serge Berstein)

Extrait de la publication

Introduction

René Rémond

Ouvrir le dossier de l'année 1947, cinquante ans après, comme l'a fait le colloque[1] dont ce livre est issu, a-t-il un sens autre que le fétichisme qui s'attache aux cinquantenaires ? À la réflexion, cinquante ans apparaissent comme une bonne durée pour trois raisons. D'abord par rapport à la durée d'une existence humaine : elle se situe approximativement à la veille de la disparition des derniers témoins, dans la zone indécise entre un passé encore vivant et une histoire irrévocablement révolue. Seconde raison : assez de temps s'est écoulé pour que les historiens aient déjà commencé leur travail, et qu'on dispose d'éléments de connaissance fiables. C'est enfin un recul suffisant pour que se dégage déjà une hiérarchie qui mette en évidence les faits majeurs et dessine une thématique.

Mais cela a-t-il un sens de découper dans l'écoulement du temps une séquence d'une année entière qui agglomère inévitablement les faits les plus disparates ? Opération parfaitement arbitraire qui est l'aspect le plus discutable de ce que le jargon du métier d'historien dénomme périodisation : quoi de plus artificiel que de prélever un bloc formé de la totalité des événements survenus entre le 1er janvier et le 31 décembre d'une même année ? Cet agrégat n'a qu'un seul trait en commun : un même millésime. Le procédé ne donne-t-il pas raison à ceux qui opposent la longue durée à l'événementiel ?

Et pourtant l'exercice peut n'être pas totalement arbitraire : entre tous ces événements, il y a au moins un lien qui est leur concomitance. Elle engendre des interférences, crée entre eux une interdépendance et peut produire des effets multiplicateurs. Aussi l'idée d'étudier ainsi une année peut se justifier. À certaines conditions auxquelles ne satisfont pas toutes les années. La première est qu'il s'agisse d'une année qui ait

Extrait de la publication

manifestement infléchi le cours de l'histoire, soit qu'elle ait provoqué une rupture, soit qu'y soient survenus des faits irréversibles. La deuxième condition est qu'il y ait bien eu entre la plupart des aspects une réelle interdépendance, qui ait créé une conjoncture au sens propre et originel du mot. Auquel cas la dichotomie classique entre structure et conjoncture est transcendée.

La troisième question est celle de l'application de ces critères à l'année 1947 : remplit-elle bien les conditions qui viennent d'être dites ? Est-elle de ces années décisives qui marquent une fracture dans la succession du temps ? Il me paraît possible d'affirmer que tel est bien le cas pour l'année 1947. Elle fut pour la France - et pas seulement pour elle - une année de grands changements.

Changements de plusieurs sortes. Ce fut d'abord, après sept années, la sortie du provisoire avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution : les débuts de la Quatrième République coïncident approximativement avec celui de l'année. C'est donc pour les nouvelles institutions un temps de rodage : on sait quel est pour l'avenir d'un régime l'importance des commencements. C'est aussi, quelques mois plus tard, la dislocation soudaine du système des forces appelé tripartisme, qui dominait depuis le départ du général de Gaulle, avec l'éviction, le 4 mai, des ministres communistes et le passage graduel du parti communiste de l'opposition constructive à une opposition systématique, le processus s'achevant au début de l'automne avec la Conférence des partis communistes en Pologne. Or, si la Constitution n'avait pas été faite pour les partis comme certains l'en soupçonneront, elle l'avait cependant été en fonction du tripartisme.

Cette rupture entre les formations politiques trouve rapidement sa traduction sociale avec les grandes grèves de l'automne. Si c'est pour une année un titre à l'attention que le retentissement durable des événements qui l'ont marquée, la rupture entre le parti communiste et les autres forces politiques n'est pas un accident : il sera tenu à l'écart un quart de siècle jusqu'à la signature avec le parti socialiste rénové d'un programme commun de gouvernement en 1972.

C'est en cette même année 1947 presque au même moment que le départ des communistes, que le général de Gaulle a effectué sa rentrée dans l'espace politique, dénonçant la prépondérance des partis et se prononçant contre le régime dont sa campagne affaiblit la légitimité. Ainsi, en quelques semaines, la configuration politique est profondément

Extrait de la publication

bouleversée avec l'émergence de deux oppositions de sens contraire qui conjuguent leurs coups contre le gouvernement et la majorité sur laquelle celui-ci s'appuie. Certes, les prolongements de l'action du général de Gaulle seront moins durables que l'opposition du parti communiste : en 1953, il tirera la leçon de l'échec du RPF, rendra leur liberté d'action à ses compagnons et se retirera de la politique active. Mais, tout bien considéré, 1947 n'annonce-t-il pas son retour en 1958 et le rôle du gaullisme comme force politique sous la Cinquième République jusqu'à nos jours ?

Pour l'Union française aussi, l'année 1947 est une année décisive : la guerre d'Indochine vient de commencer, Madagascar connaît une insurrection, la France est déjà confrontée avec le problème de la décolonisation qui pèsera sur elle quinze années durant.

Enfin, la France s'inscrit dans le cadre plus large des relations internationales. À cet égard aussi, l'année 1947 est une année capitale : celle de la désunion, puis de l'affrontement des alliés d'hier. De quelque moment que l'on date le début de la guerre froide, il se situe au cours de cette année 1947. L'étonnant n'est pas que survienne entre les alliés de la veille un désaccord profond : l'insolite, c'est la brièveté du délai qui a séparé de la victoire d'hier les débuts d'un nouveau conflit : trois ans à peine. Rarement l'intervalle fut si bref. 1947, c'est aussi le retour des États-Unis et la proposition du plan Marshall.

À la seconde des conditions énoncées pour légitimer l'étude d'une année, la réponse est également positive. Il n'y eut pas en effet seulement concomitance entre les faits que nous venons de rappeler, mais bien interférence. Tous ces aspects forment un nœud qui est presque un cas d'école et d'où découle tout un éventail de questions qui portent aussi bien sur les causes objectives que sur les intentions des acteurs. Depuis un demi-siècle, on a beaucoup travaillé sur l'interdépendance entre l'intérieur et l'extérieur : par exemple pour déterminer les responsabilités à l'origine de la guerre froide. L'occasion n'était-elle pas venue de faire le point de ces recherches et de dresser un tableau de leurs résultats ?

1947 fut une année décisive instaurant une situation appelée à durer plus longtemps qu'elle. On n'oubliera pas que ce fut aussi une année dramatique en France, marquée par la pénurie, la recrudescence des épreuves et la violence des affrontements. Mais ce fut également le point de départ d'une autre période que caractériseront la

Extrait de la publication

reconstruction, le relèvement des ruines, un effort de transformation répondant à l'aspiration à un profond renouvellement et dont devait sortir une France plus moderne.

Notes du chapitre

[1] Colloque organisé par le Centre d'histoire de l'Europe du XXe siècle (FNSP), les 4-5 décembre 1997, à l'Institut d'études politiques de Paris.

Extrait de la publication

Première partie : Impératif de reconstruction et volonté de modernisation

Extrait de la publication

Chapitre 1. La reconstruction matérielle : crise, infléchissement ou ajustement ?

Michel Margairaz

Dans le domaine de la production des ressources matérielles, l'année 1947 semble être celle de la sortie du provisoire. Outre la mise en route des institutions de la Quatrième République, c'est l'année où les textes fondateurs de la reconstruction, récemment adoptés, ont vu un début d'application et où la vague des « réformes de structures » semble épuisée, avec notamment la délimitation quasi définitive du secteur nationalisé. Même si le niveau de production de 1938, pourtant inférieur à celui de 1929, n'est pas encore rejoint, l'élan donné depuis 1945 semble se poursuivre. Mais, dès le printemps, l'année est troublée par des secousses graves, qui résultent pour partie de l'écart considérable entre les objectifs proclamés et l'insuffisance des moyens. Et, à partir de l'été et de l'automne, une véritable crise, à la fois financière et sociopolitique, paraît compromettre le relèvement projeté peu avant. Mais, à la fin de l'année, l'épreuve apparaît surmontée, non sans que toutefois l'ajustement opéré se traduise par un infléchissement du scénario initial, dont on pourra d'ailleurs se demander *in fine* s'il est entièrement accompli à la fin de l'année 1947.

La définition initiale d'objectifs ambitieux

On sait que, dès la fin de l'année 1946, l'adoption presque simultanée de deux textes fondamentaux fixe les principes, largement admis par les

acteurs politiques et sociaux d'alors, du relèvement économique espéré. D'abord, par la loi du 28 octobre 1946, l'État garantit la réparation intégrale des dommages de guerre, estimés à un total de 5000 milliards de francs. Mais le ministre communiste de la Reconstruction, François Billoux, a admis la priorité de la reconstruction industrielle sur celle du logement. Ensuite et surtout, le 26 novembre 1946, le Conseil du Plan a approuvé le rapport général sur le Plan de modernisation et d'équipement. On en connaît les constats sévères sur la perte des avoirs extérieurs, sur l'ampleur non pas tant des destructions que des effets de quinze années de sous-investissement (rendant ainsi compte d'un revenu par tête de moitié moindre par rapport aux États-Unis), ainsi que sur la célèbre alternative « modernisation ou décadence », popularisée par Jean Monnet, premier commissaire général au Plan. Le Plan comporte à la fois la définition d'objectifs globaux — atteindre, en 1950, le niveau record de production de 1929, augmenté de 25 % — ainsi que de priorités pour les six secteurs de base (charbon, électricité, transports, acier, machinisme agricole et ciment), les seuls pour lesquels les objectifs soient impératifs. Cela correspond à un total d'investissements estimés à 2250 milliards de francs (de juin 1946) pour les années 1947-1950 (dont plus d'un tiers consacré à des travaux de « modernisation et d'augmentation de capacité »), soit l'équivalent de 23 à 25 % du revenu national, contre seulement un effort estimé à 16 % en 1938 et à 20 % en 1929[1].

Le Plan importe à la fois pour son contenu et pour la méthode de son élaboration. Deux choix stratégiques fondamentaux s'y trouvent formulés. D'abord, la priorité de l'équipement sur la consommation, ainsi résumée par Georges Bidault, alors président du Conseil : « Nous n'aurons le confort que si nous avons l'équipement, le beurre que si nous avons les machines[2]. » Ensuite, l'engagement pris par les partenaires sociaux d'accroître le volume de travail par l'allongement de sa durée hebdomadaire. Lors de l'élaboration du Plan en 1946, la commission de Modernisation de la main-d'œuvre, présidée par le secrétaire communiste de l'Union parisienne de la CGT, André Tollet, a accepté le principe d'une semaine de quarante-huit heures ouvrées — avec la reconnaissance d'heures supplémentaires au-delà des quarante heures, redevenues durée légale hebdomadaire — sous réserve du respect du cercle vertueux reposant sur l'élévation parallèle de la productivité du travail et du niveau de vie des salariés.

Dans la forme même, le Plan résulte d'un consensus social productiviste élaboré dans les dix-huit commissions de modernisation où, à côté des représentants de l'État, les porte-parole du Centre national du patronat français (CNPF) nouvellement fondé, même discrets, et ceux de la CGT ont communié autour des perspectives de croissance fixées en commun. Pierre Le Brun rappelle, lors de la session du Conseil du Plan du 27 novembre 1946, que la CGT, « largement associée à l'élaboration du Plan de modernisation et d'équipement », apporte son « adhésion réfléchie aux conclusions qui [nous] sont proposées[3] ». Et, le même jour, Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, précise pour les seuls membres du comité central du PCF : « […] Nous avons tous connu des plans plus ou moins faramineux, rocambolesques (*sic*) […] ce plan n'est pas un plan proprement dit, c'est un programme… On retrouve les idées essentielles qu'on trouve dans le programme du Parti[4]. » Et le 14 janvier 1947, le gouvernement Blum approuve les recommandations du Conseil du Plan portant sur les « activités de base » pour les quatre années à venir.

Un consensus relatif, issu en grande partie de la convergence des forces sociales et politiques réalisée autour de la charte du Conseil national de la Résistance de mars 1944, a pu ainsi être bâti sur un programme ambitieux et sélectif de reconstruction et de modernisation. Mais, dès sa mise en application, au début de l'année 1947, une insuffisance notoire de moyens semble en compromettre l'issue.

L'insuffisance des moyens institutionnels, matériels et financiers

Carences administratives et institutionnelles

La réalisation du Plan de modernisation et d'équipement s'effectue au cœur des luttes administratives apparues dès 1945, en particulier entre le Commissariat général au Plan et les services de l'Économie nationale. Auprès de Léon Blum, qui a oublié sa promesse de maintenir le Commissariat général au Plan à Matignon, Jean Monnet, à la fin de l'année 1946, s'inquiète du rattachement du Plan à l'Économie nationale, comme le souhaite André Philip et, à sa suite, la mouvance planiste de la SFIO et de l'ancienne CGT : « L'expérience a montré que,

Extrait de la publication

dans la forme gouvernementale actuelle, le ministère de l'Économie nationale est une illusion[5]. » Jean Monnet ajoute que l'organisation du Plan ne peut être efficace que si elle se place sous l'autorité du président du gouvernement. Il recommande même dans sa note la suppression du ministère de l'Économie nationale et le transfert de sa direction des Programmes au Commissariat général au Plan. De fait, il obtient, par un décret du 16 janvier 1947 — le jour même de la démission du gouvernement Blum —, l'institutionnalisation du Commissariat général au Plan, qui, rappelons-le, n'avait été constitué au début de l'année 1946 que pour une durée de six mois[6]. Le Commissariat général au Plan se trouve désormais officiellement chargé de « veiller à l'exécution » du Plan, de « coordonner les programmes annuels » de production, de répartition, de reconstruction, d'investissements et d'échanges extérieurs. Fait significatif, la direction des Programmes, issue en 1945 de la direction de la Répartition du ministère de la Production industrielle (provenant elle-même de la section centrale de l'OCRPI de la période d'occupation), est désormais « mise à la disposition » du Commissariat général au Plan. La transition opérée depuis les structures dirigistes de Vichy, à travers l'éphémère grand ministère de l'Économie nationale de Pierre Mendès France et des anciens planistes socialisants d'avant-guerre, atteint, au début de 1947, une relative stabilisation. Mais c'est Jean Monnet, un libéral, étranger à toute tradition planiste, qui recueille, et ainsi capte l'héritage des structures administratives de la répartition. Dès lors, Gaston Cusin, lui-même ancien planiste de la CGT, secrétaire du Comité économique interministériel (qui, à ce titre, prépare les programmes mensuels, puis trimestriels de répartition du charbon et de l'acier) et responsable des services de l'Économie nationale depuis le départ de Pierre Mendès France en avril 1945, ne masque pas son amertume à son ministre, André Philip, en lui signalant « les travaux de valeur complètement méconnus qui ont été exécutés au ministère de l'Économie nationale, mais largement utilisés par le Plan qui en tire tout le profit » ; fait plus grave, il ajoute que le programme de production de 1947, préparé par le Commissariat général au Plan « ne correspond en rien à [nos] ressources réelles. Présenté au Conseil supérieur du Plan, qui l'a adopté à l'esbroufe (*sic*), il a cependant permis au Commissariat de revendiquer le contrôle de l'exécution[7] ». Et, à peine deux semaines après l'adoption du Plan par le gouvernement, André Philip, ministre de l'Économie nationale, déclare dans le huis clos du comité directeur de la SFIO : « Le parti ne doit pas s'accrocher au plan Monnet, trop

Extrait de la publication

optimiste même dans son hypothèse pessimiste[8]. »

Plus généralement, le système dirigiste de rationnement, de répartition et de contrôle des prix apparaît, au début de 1947, incapable de maîtriser le processus de relèvement de l'offre de produits sans que celui-ci ne s'accompagne d'une inflation accélérée.

Dès 1946, le gouvernement a rapidement émoussé ses armes en recourant, à trois reprises, à des mesures de libération de prix, trop précocement adoptées et rapportées peu après : pour les fruits et légumes (en avril-mai 1945), pour les prix de la viande en gros (de septembre 1945 à janvier 1946) et, épisode plus connu, pour la carte de pain (peu avant les élections d'octobre 1945, jusqu'en janvier 1946). Dès le milieu de l'année 1946, les inspecteurs de l'Économie nationale constatent : « Le système a craqué de toutes parts, qu'il s'agisse des prix ou du rationnement. La situation sera difficile à rétablir car, dans la conjoncture actuelle, on revient difficilement en arrière en matière de prix et même d'organisation de rationnement[9]. » Entre mai et octobre 1946, la plupart des prix des produits agricoles (pommes de terre, fruits et légumes, œufs, vin) se trouvent libérés. La hausse des prix agricoles, supérieure à la moyenne, excède largement l'effet mécanique de la pénurie, qui se résorbe peu à peu (la récolte de 1946 a été bonne), et contribue à aviver les demandes de réajustement des salaires et des prix industriels, qui s'additionnent lors de la conférence du Palais-Royal en juin 1946, dont les conclusions relancent une inflation débridée lors du troisième trimestre de 1946[10]. Puis, les gelées de décembre-janvier 1947 annoncent, dès février, la perspective d'une soudure compromise, en particulier pour le blé, et d'une mauvaise récolte. Mais les errements antérieurs du contrôle du marché de la viande font que, désormais, les prix s'y envolent, non pas à cause d'une insuffisance du cheptel, mais des fuites dans le circuit, et surtout de l'abattage clandestin. Alors que les quantités globales disponibles rejoignent les niveaux d'avant-guerre, la surconsommation des campagnes s'oppose aux rations insuffisantes en ville, qui atteignent environ 75 % des niveaux de 1939. L'État ne dispose plus de moyens de contrôle efficaces pour les produits agricoles, sauf pour le blé et les produits laitiers. Certes, la politique de baisse des prix, tentée par le gouvernement Blum, semble marquer un coup d'arrêt à l'inflation en janvier 1947. Mais, en mars, Paul Ramadier, président du Conseil, cède à la pression des préfets des départements producteurs de viande, et compromet la deuxième étape de baisse des

Extrait de la publication

prix en accordant de nombreuses dérogations. L'inspecteur de l'Économie nationale de Toulouse dénonce la cacophonie, dès son rapport de janvier : « Il est concevable d'être partisan de la liberté. Il est admissible d'être pour un dirigisme renforcé. Mais au moment où le train s'engage sur l'une de ces voies, peut-on distraire quelques wagons du convoi pour les diriger sur l'autre direction sans faire dérailler l'ensemble[11] ? » André Philip, partisan du rétablissement d'un dirigisme cohérent, proteste en vain. Dans une lettre transmise à Paul Ramadier, il résume : « La viande, c'est le problème qui domine tout. Car les hausses successives de la viande sur lesquelles, l'expérience le démontre, il n'a jamais été possible de revenir, entraînent successivement la hausse de tous les produits agricoles, celle des salaires, celle des traitements, le déficit budgétaire et la chute de la monnaie[12]. » Louis Franck, alors directeur des Prix au ministère de l'Économie nationale, confirme dans ses Mémoires : « Une politique vaguement radicale régnait à Matignon où accouraient les préfets et où l'héroïque dirigisme des Champs-Élysées [siège des services de l'Économie nationale, note de MM] prenait figure d'absurdité[13]. » En mai, la crise de la viande s'aggrave, alors que la grève chez Renault sert de prétexte à l'éviction des ministres communistes. À cela s'ajoute la désorganisation de la répartition des produits industriels, pour laquelle l'appareil dirigiste du ministère de la Production industrielle de Vichy a été à la fois partiellement maintenu et entamé par la suppression, en mai 1946, des comités d'organisation (rebaptisés offices professionnels) par le ministre communiste de la Production industrielle, Marcel Paul. André Philip le déplore encore, six mois plus tard : « L'erreur du gouvernement Gouin a été la suppression des comités d'organisation. J'ai lutté trois mois, mais je regrette aujourd'hui d'avoir cédé. Actuellement, on ignore ce qui est produit et ce qui est réparti[14]. »

Ainsi, dès le printemps de 1947, l'appareil de direction des prix et des quantités, hérité des structures dirigistes de Vichy, mais déconsidéré et amoindri, se trouve submergé par une inflation galopante. Cela reflète sans doute l'insuffisance des moyens administratifs, mais surtout les fluctuations des équipes gouvernementales, qui, à la différence de la situation britannique, n'ont jamais opté continûment pour une économie dirigée cohérente. Et aux défaillances institutionnelles et administratives s'ajoutent des goulots de matières premières et de main-d'œuvre.

Extrait de la publication